L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

N°23 - Vendredi 16 juin 1989 - ISSN 0995-0583 - Prix 5F

SOMMAIRE

2
L'Europe au quotidien

3
Pierre Mauroy

4
57 ans : exclue

5
Transports et sécurité

6
Le spleen des parents d'élèves

8
Eglises et intégrismes

10

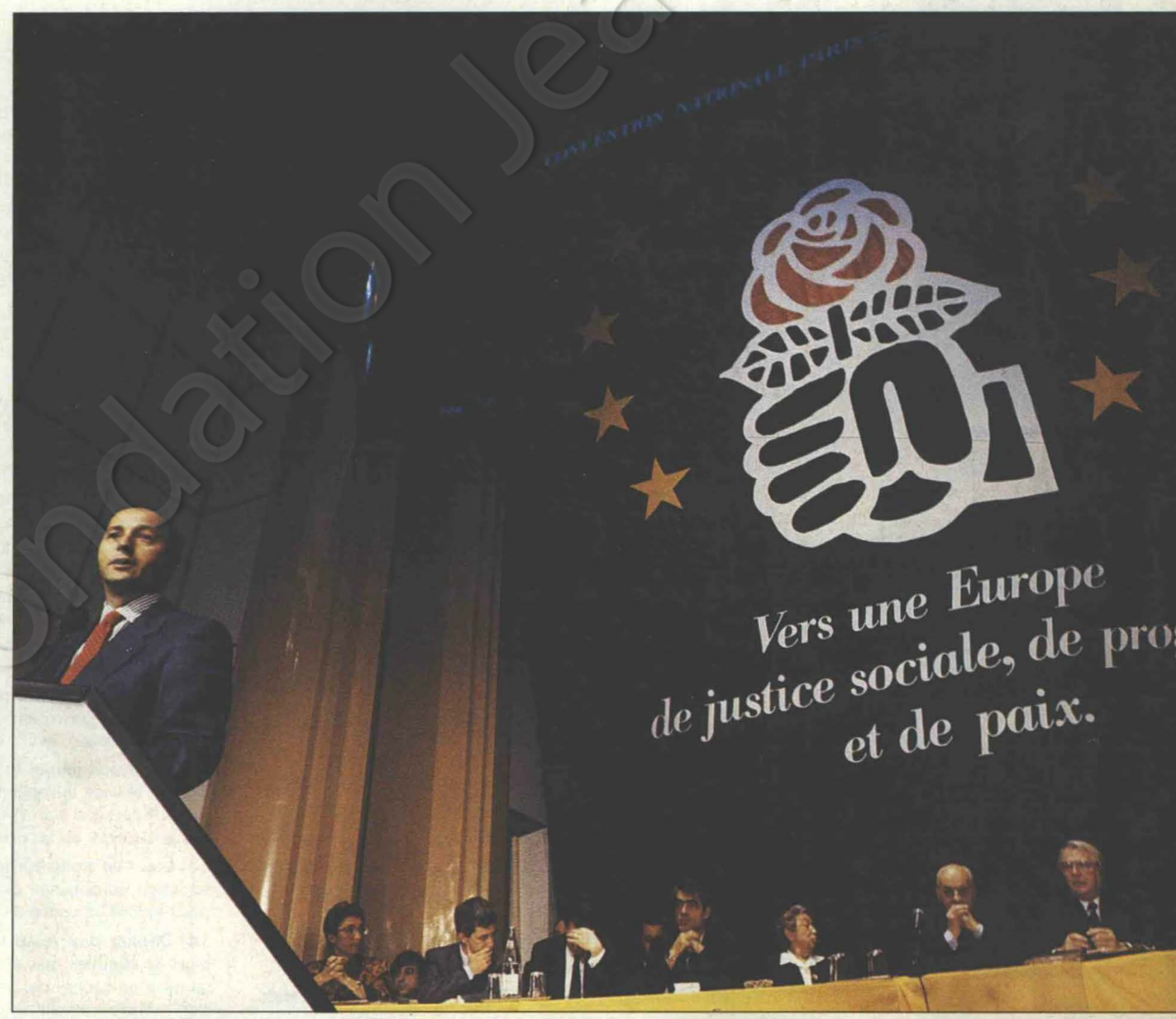


Où va Deng ?

12
Moi, député Solidarnosc

15
Claude Cheysson

NOUVELLE TERRE TERRE D'ESPOIR



Nous avons rendez-vous dimanche avec l'Europe du progrès social, de la justice, de la solidarité. Ce scrutin marquera une étape importante pour l'Europe, engagée désormais sur le chemin du grand marché de 1993. Il doit aussi être mobilisateur pour tous les socialistes (pp. 2 et 3).

Fondation Jean Jaurès

18 JUIN

Les Européens de tous les jours

Aidez le PS

Cette campagne électorale est la sixième de l'année. Pour nous aider à la mener, vous avez déjà été nombreux à prendre part à la souscription ouverte par le Parti.

Continuez d'adresser vos dons à Henri Emmanuelli - 10, rue de Solferino - 75007 Paris

Merci

Vendredi
10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Téléphone : 45.56.78.48
Télex : 200 174 -Télécopie : 47.05.15.78

Directeur de la publication : Bernard Roman
Assistante : Caroline Nio

Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Comité de rédaction : Pierre Brana, Claude Estier, Max Gallo, François Hollande, Jean-Jack Queyranne, Françoise Seligmann

Secrétaire de Rédaction : Vanda Gervasio
Secrétariat : Taoufik Khatib

Service Photo : Pascal Lebrun
Dessins : Jacques Bellenger

Administration :
Secrétaire général : Jacques Goubin
Sylvie Foulon - Annick Jacquet

Publicité : Régie - Médias - Paris
Christian Mainial - Tél: 45.56.78.48

Maquette : Studio Tapage - Lille
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Chopin - Massy

N° Commission Paritaire : 70.894

Vendredi est édité par la SARL SOPRECO
Co-gérants : Léon Fatous - Bernard Roman

Crédits Photo : p.5 : Goef Dowen-Spooner/Gamma; p.8/9 : Estrin/Sipa-Press, Anna Clopet/Sipa-Press, Clément/AFP, Bersuder/Sipa-Press, Steiner/EMI; p.10/11 : Move Fallander/AFP (3); p.7 : R. Dialoux/Musées de Bourges.

Ce numéro a été tiré à 269.000 exemplaires

L'Europe, c'est aussi du concret, du quotidien. Gérard Fuchs, secrétaire national aux Questions européennes et de sécurité, a été chargé par Michel Rocard de mettre au point des propositions que la France pourrait présenter à ses onze partenaires afin d'accélérer la construction de l'Europe des citoyens.



Nombre de Français, nombre d'habitants de la Communauté européenne, en particulier parmi les jeunes, sont des enthousiastes de la construction de l'Europe. Mais cette construction rencontre encore trop d'indifférence, car, pour beaucoup, la Communauté demeure une machine abstraite, presque exclusivement économique, et bien loin des préoccupations quotidiennes.

Comment susciter une adhésion plus large et convaincue au processus engagé, en en faisant mieux ressentir les aspects positifs pour chacun en particulier dans la vie de tous les jours ? Tel est l'objectif que recouvre l'expression d'Europe des citoyens.

Avec la signature en février 1986, de l'Acte unique européen, avec la perspective de disparition des frontières internes à la Communauté au 1er janvier 1993, la marche vers une véritable Union européenne connaît aujourd'hui une nouvelle accélération.

Renforcer le sentiment d'appartenance à la Communauté européenne est un objectif qui acquiert alors une importance encore accrue. Il faut que les habitants de la Communauté deviennent de plus en plus des acteurs d'un processus qui ne saurait sans risque se limiter à la seule constitution d'un grand marché. En bref, ce n'est plus tant une Europe des citoyens qu'il s'agit de favoriser que l'apparition de véritables citoyens d'Europe, conscients de leur identité nouvelle et volontaires pour lui donner un contenu plus précis en termes de société.

Il m'a paru intéressant de mettre l'accent, au stade de ce prérapport, sur un petit nombre de propositions significatives, malgré tout assez diverses, réalisables sans obstacles apparemment insurmontables, enfin et surtout susceptibles d'effets concrets pour un large public. Ces propositions, au nombre de quinze, ont été regroupées dans quatre domaines.

- Développer l'Europe de la vie quotidienne.
- Renforcer l'image et l'identité de la Communauté.
- Encourager les initiatives associatives et décentralisées.
- Promouvoir la participation à la décision politique.

Pour chaque proposition, le prérapport dresse un rapide bilan de la situation, puis présente le détail de la proposition en mentionnant éventuellement les principaux obstacles à surmonter pour sa concrétisation.

Gérard Fuchs

1- Instaurer une carte d'assuré social européen. Remplacer la carte d'assuré nationale actuelle par une carte européenne sous chapeau : Communauté européenne, nom de l'Etat membre.

2- Créer un Comité européen de la Consommation. Créer, à l'image de ce qui existe en France depuis 1983, une instance paritaire de rencontre directe entre organisations de consommateurs et producteurs.

3- Mettre en place une "carte jeune" européenne. Un simple accord multilatéral peut permettre de définir une carte donnant droit aux avantages déjà consentis par la carte nationale de chaque pays.

4- Organiser des "classes 92" (échanges communautaires de jeunes du secondaire) et des "classes de découvertes européennes" (échanges d'enfants du primaire). Favoriser des échanges de classes dans le secondaire. Elargir, dans le primaire, le champ des actuelles classes de découverte.

5- Accorder dès aujourd'hui à l'ensemble des ascendants et descendants de résidents appartenant aux pays de la Communauté le droit de séjour. L'élargissement dès aujourd'hui du groupe familial autorisé au séjour facilitera la mobilité intracommunautaire et préparera 1993.

6- Instaurer une fête européenne. Instaurer, sous forme de jour férié commun à toute la Communauté une fête européenne. La date pourrait en être soit le 9 mai, soit le 1er juillet (date anniversaire de l'entrée en vigueur de l'Acte unique).

7- Instaurer une plaque européenne pour les véhicules. Celle-ci pourrait, à l'exemple du Luxembourg, compter, à gauche les douze étoiles, symbole de la Communauté, puis le numéro minéralogique propre à chaque pays.

8- Créer une académie européenne attribuant un prix annuel (en littérature, musique, cinéma). L'écho donné à l'attribution des prix accélérerait grandement la diffusion des œuvres et notamment, en ce qui concerne littérature et cinéma, leur traduction.

9- Création d'un Euroloto. Son tirage pourrait être associé à la présentation successive des programmes télévisés réalisés par les pays participants sur le thème : "Faisons connaissance". Une partie des bénéfices pourrait être attribuée à des actions d'intérêt communautaire.

10- Créer des championnats communautaires pour les sports d'équipe. Créer pour le basket ball, etc., une "division communautaire" de seize clubs comprenant, pour chaque pays, selon sa taille, le ou les deux meilleurs clubs de la saison précédente dans sa division nationale.

11- Créer des "jeux triangulaires" Communauté-URSS-USA. Les jeux triangulaires pourraient commencer à travers quelques disciplines spécifiques (natation, etc.).

12- Offrir aux jeunes la possibilité de remplacer leur service national par un service européen, civil, de coopération, voire militaire. Créer (dans les limites d'un contingent numérique à débattre chaque année), des possibilités de service civil dans un autre pays que le sien.

13- Créer un statut européen des associations. Le projet de statut d'association européenne élaboré par un intergroupe du Parlement européen fournit un cadre de réponses d'ores et déjà détaillées.

14- Donner aux ressortissants communautaires le droit d'être électeurs et éligibles aux élections municipales de leur lieu de résidence. La mise en œuvre de cette directive suppose pour la France une révision constitutionnelle, qui doit être abordée sans tarder. Elle doit être conduite dans des termes permettant l'éventuel accès ultérieur d'autres nationalités à la citoyenneté locale.

15- Donner aux ressortissants communautaires le droit d'être électeurs et éligibles pour les élections européennes de leur lieu de résidence. L'Italie a, la première, par une loi du 24 janvier 1989, prévu le droit d'élire comme parlementaires européens des nationaux d'autres pays de la Communauté.

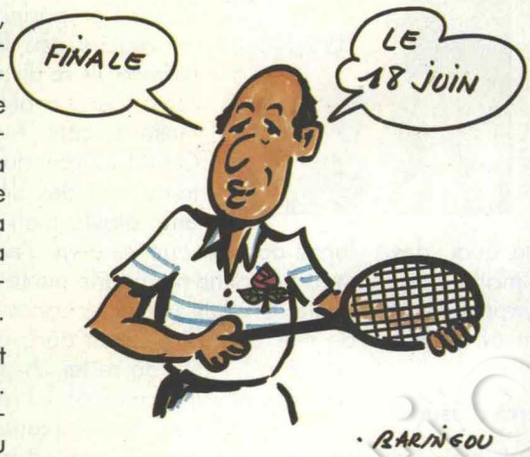


12 PAYS VOTENT

Le véritable enjeu

Si l'enjeu national n'est pas absent de cette consultation, l'essentiel n'est pas là. L'essentiel, c'est l'Europe. L'avenir de l'Europe est de la responsabilité de chacun. Il ne faut pas se tromper d'objectif.

Dernière ligne droite. Dans quelques heures, le scrutin sera clos. Tout au long de sa campagne, Laurent Fabius a voulu transmettre un message : il faut faire exister l'Europe sociale, construire une Europe de progrès, de justice, qui ne soit pas seulement celle des marchands. Plus le groupe des socialistes et des sociaux-démocrates sera fort au parlement de Strasbourg, plus il sera facile de s'opposer à la vision thatcherienne, ultra-libérale, de l'Europe.



Ce n'est évidemment pas l'avis de la droite. Alain Juppé ose affirmer : "le véritable enjeu du scrutin, c'est de savoir si oui ou non, le 18 juin, on mettra la piquette aux socialistes. Version Giscard : "le vote utile c'est le vote pour la liste d'union afin que dans les capitales européennes on ne dise pas que les socialistes français sont en tête". Misérables préoccupations.

C'est bien d'Europe dont il s'agit aujourd'hui. Nul ne peut s'en désintéresser. Schuman, Monnet, ont posé les premières pierres de l'Europe de la paix. François Mitterrand est leur digne successeur. Son ambition européenne est forte, sa volonté d'agir inébranlable. Europe des citoyens, Europe de l'audiovisuel, solidarité avec le tiers monde... la tâche est immense.

Ceux qui, comme Michel Rocard et son gouvernement, partagent cette volonté choisiront la liste de Laurent Fabius. Il faut désormais aller au delà des questions franco-françaises, refuser la démission, l'égoïsme. Il n'est pas d'acte inutile, insignifiant : faire l'effort de déposer demain son bulletin dans l'urne c'est simplement se comporter en individu responsable, conscient et généreux.

M.T.

LE PARLEMENT

Représentation des peuples d'Europe

Les candidats élus le 18 juin siègeront pour cinq ans au Parlement européen. Désignés au suffrage universel direct depuis 1979, les députés se réunissent une semaine par mois à Strasbourg. Si le parlement n'a pas de réel pouvoir législatif - on évoque un "déficit démocratique de l'Europe" - ses possibilités d'intervention se sont multipliées au fil du temps.

- Le Parlement Européen (P.E.) doit être consulté sur les propositions de la Commission avant que le Conseil ne se prononce ; une loi communautaire est nulle si cette obligation n'est pas respectée. Dans certains domaines, le Conseil et la Commission seront désormais contraints de prendre en compte ses amendements. L'approbation du Parlement sera requise pour la conclusion des accords internationaux (dispositions prévues par l'Acte unique).
- Le P.E. approuve ou rejette le budget communautaire après l'avoir établi conjointement avec le Conseil.
- Le P.E. peut contraindre la Commission à démissionner en votant à la majorité des deux tiers une motion de censure.
- Le P.E. discute les programmes et rapports de la Commission et du Conseil.
- De sa propre initiative, le P.E. adopte des résolutions indiquant ses priorités. Il a, ces dernières années, consacré une grande partie de ses activités aux droits de l'homme (300 résolutions et 500 questions).
- Enfin, le Parlement est devenu une tribune pour les plus grands leaders internationaux : Anouar El Sadate (1981), le roi Hussein de Jordanie (1983), Raul Alfonsin (1984), Ronald Reagan (1985), Jean-Paul II, (1988) Yasser Arafat (1989).

EDITORIAL

Vers la nouvelle terre

L'heure est venue de choisir, à partir du débat d'idées que Laurent Fabius a conduit tout au long de sa campagne. Il l'a fait à partir des thèmes et des valeurs qui fondent notre identité de socialistes.

Le dimanche 18 juin, si des électeurs nombreux nous rejoignent, nous aurons rendez-vous avec l'Europe du progrès social et de la solidarité. Ce scrutin marquera une étape importante pour l'Europe, engagée désormais sur le chemin du grand marché de 1993.

Mais nous aurons aussi rendez-vous avec la liberté. Comment ne pas constater, devant l'actualité internationale intense et dramatique de ces dernières semaines, que l'Europe représente une réponse forte à la demande de démocratie et de paix ?

Nouvelle terre, l'Europe que nous voulons sera d'abord un symbole. Aucun de nos Etats ne trouvera seul le souffle nécessaire pour diffuser le message de solidarité qu'attendent les pays en recherche de démocratie. Il faut la dimension européenne si on veut être entendu quand on condamne l'aveuglement des dirigeants chinois écrasant l'exigence de liberté. La colère, l'indignation, pèsent plus lourd quand elles sont européennes.

Il faut la dimension européenne pour accompagner efficacement le mouvement de réformes qui s'accélère à l'Est, de la Pologne à l'Union soviétique. Il faut la dimension européenne pour que la voix de l'Ouest soit écoutée dans la négociation sur le désarmement.

L'Europe, terre un jour du socialisme ! Osons façonner sa nouvelle identité. Sachons affirmer l'actualité de notre socialisme, qui est le plus sûr espoir et le meilleur garant pour l'avenir d'un monde libre.



LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS AGES

EMPLOI

Non à l'alternative : préretraite ou licenciement

Le secteur Formation organise

La communication en politique
du 2 au 7 juillet
à Publier
(Haute-Savoie)

•

• Connaissance des rapports de forces politiques
• Les moyens - Les stratégies électorales
• La professionnalisation de la communication et son coût
• La communication en dehors des campagnes électorales
• Les enjeux politiques et idéologiques
• La comunication orale
• La communication audio-visuelle locale
• Les relations avec la presse

Participants : Louis Mexandeau, Anne-Catherine Franck, Daniel Percheron, Gilles Catoire, Bertrand Delanoë, Louis Mermaz, Jean-Jack Queyranne et Lionel Jospin.

Participation aux frais : 1.300 F (pension complète comprise).

S'adresser au secrétariat national à la Formation : 10, rue de Solferino 75007 Paris. Tél. (1) 45 56 78 78

La loi sur les licenciements économiques contient des clauses particulières pour la protection des travailleurs âgés. Inutile ? Non, si l'on en croit le témoignage de Sylviane Sabbah, 57 ans.



J'étais ingénieur commercial dans une grande boîte d'ordinateurs, avec 27 ans d'ancienneté, cadre "3 A". Jusque-là, aucune remarque. En 1986, j'ai réalisé les objectifs demandés. En mai 1987, ma qualification est précisée : ingénieur commercial confirmé. Tout à coup, on me dit : vous n'êtes pas faite pour ce métier, il faut chercher autre chose. On ne m'a pas dit pourquoi. J'étais censée chercher du travail dans la société. Cela s'appelle être au placard. En septembre 1987, on me dit : vous vous occuperez de mailing et on a essayé de me trouver une faute professionnelle. N'importe quoi, des choses incroyables ! En 1988, la cellule mailing est transférée au marketing et je change d'environnement. Là, j'ai travaillé comme j'ai pu, en faisant un travail déqualifié. J'ai attendu, sans baisser la tête.

Il est difficile de tenir le coup dans cette guerre d'usure.

J'ai répondu à chaque courrier, mais il faut avoir les nerfs solides.

N'a-t-on jamais fait allusion à votre âge ?

Jamais, bien entendu, mais d'autres ingénieurs commerciaux ont dû changer de travail parce qu'ils avaient des cheveux blancs. Il ne faut pas qu'on les voie, les vieux. Ce qu'il faut, c'est le look minette : je ne l'ai pas.

En octobre 1988, on me prévient que mon poste est supprimé et on me demande de partir en préretraite. Je réponds non. On me dit que la retraite, c'est extraordinaire financièrement. Je me suis dit : licenciée pour licenciée, autant refuser la préretraite. Pour voir ce qu'ils allaient faire. Je n'ai jamais été syndiquée, mais je suis allée voir les syndicats. Ils ne croyaient pas à mon licenciement. Moi, j'en étais sûre. C'était une espèce de lutte. Je n'avais pas accepté de partir quand ils me l'avaient demandé. Pour eux, il n'y avait pas de raison, c'est eux qui commandent. En fin de compte, je suis donc licenciée et, en plus, on me dispense de préavis.



Sur quelles bases avez-vous attaqué votre société devant les prud'hommes ?

Je dis qu'il y a truanderie. J'ai demandé à la direction du Travail si je faisais partie d'une liste de licenciés. On m'a répondu que je faisais seulement partie d'une liste de préretraités possibles déposée en juillet. Mais ce n'est qu'en octobre qu'on commence à me dire que mon poste est supprimé. C'est un licenciement abusif et non un licenciement économique.

Etes-vous la seule dans ce cas ?

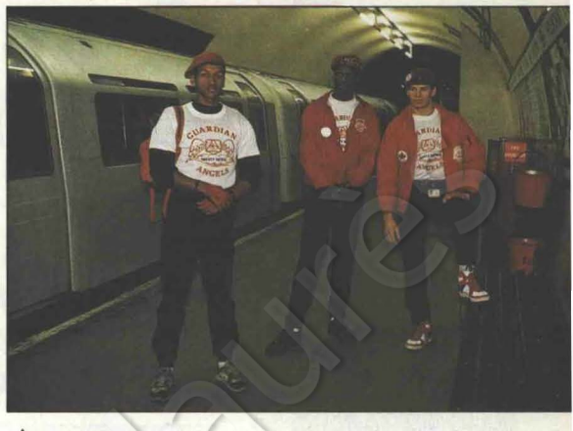
Mon cas n'est pas intéressant en lui-même, c'en est un parmi d'autres mais les autres ne veulent pas le dire. Ils partent, tête baissée. Ils se disent : mieux vaut commencer à chercher autre chose avant qu'on me mette de côté. Alors ils tombent malades. On dit souvent que les gens de la cinquantaine font des dépressions. Ce n'est pas une fatalité mais une conséquence de la façon dont on agit vis-à-vis d'eux. Tout le monde le sait, mais personne n'en parle parce qu'il y a un sentiment de honte. Chaque personne concernée se sent fautive. Une de mes amies travaillait dans une banque. On a commencé à lui dire de rester chez elle. Elle a pleuré pendant des mois parce qu'on lui répétait, qu'à sa place, on pourrait embaucher des jeunes qu'on paierait moins cher. Je lui ai répété, ce n'est pas ton affaire, c'est celle de la direction du personnel. Elle a fini par accepter, et elle est tombée malade. Moi, je voulais une place qui corresponde à mes capacités. Certains acceptent des postes subalternes. J'ai prétendu occuper des postes de ma qualification ou au dessus. Pourquoi aurais-je accepté des postes subalternes ? Parce que j'ai un certain âge ? Il faut aussi penser à la vie des gens. Que réserve-t-on aux quinquagénaires que l'on met de côté ? Les jeux télévisés ? Pourquoi les retirer de la vie active d'office ? On est en préretraite, en plus, à condition de ne pas travailler. Ce n'est pas normal. Je veux en parler pour donner du courage aux autres, à ceux qui ne disent rien. Ce n'est pas parce que j'ai l'âge que j'ai que je me tairai.

Et les jeunes ?

C'est bien que les jeunes démarrent. Ils sont pleins d'enthousiasme car ils croient qu'on ne va pas les licencier. Ils pensent qu'ils savent tout. Pourquoi pas ? J'accepterais vraiment de partager le travail avec eux : on les encadre d'abord, on travaille ensemble et, peu à peu, on diminue les heures de travail. On a fait du racisme anti-jeunes, maintenant on fait du racisme anti-vieux. Moi, je veux participer. Je sais plein de choses et il est dommage que cela ne serve à personne. Que ceux qui sont dans ce cas le disent ! Il faudrait créer une association, comme Harlem Desir qui défend les immigrés. Il faut défendre les quinquagénaires. De quoi sont-ils coupables ? D'avoir l'âge qu'ils ont...

Propos recueillis par Monique Grima

La machine ou la vie Technologie contre sécurité



▲ *Les "Guardian angels" (anges gargiens) newyorkais en démonstration à Londres.*

La technologie française en matière de métro et de chemin de fer est l'une des meilleures du monde. Et si les passagers étaient, aujourd'hui, en train de la payer en termes d'agression et d'insécurité ?

Elles sont superbes, ces stations rénovées du métro parisien, avec leurs parures de couleur, de chromes, d'écrans vidéo qui déversent leurs clips sur les quais. Pratiques, ces machines à avaler les billets toutes seules, comme des grandes, dans les gares de banlieue. Dignes d'un aéroport international, ces panneaux d'affichage électronique du RER. Mais on ne trouve aucun agent de la RATP dans les 80 kilomètres de couloirs du métro : après 22 heures, les gares de banlieue ferment. C'est la rançon de la mécanisation : la machine est reine, les effectifs ont fondu. Il aura fallu les graves incidents du mois dernier pour que l'on s'aperçoive que la sécurité des voyageurs n'y trouvait pas son compte.

Pourtant le nombre des agressions, a diminué de 18% l'an dernier dans le métro, mais ces agressions sont de plus en plus violentes. A la SNCF, elles ont augmenté de plus de 20% au premier trimestre. Personne n'est en mesure d'expliquer pourquoi, sinon à invoquer l'apparition récente dans ces endroits de bandes de jeunes qui, jusqu'à présent, restaient confinées dans leurs quartiers de banlieue.

Dans les trains

Ailleurs, l'insécurité est moins forte que chez nous. Tout dépend en fait de la mentalité collective et surtout du partage entre l'homme et la machine. Les chemins de fer italiens ont fait un choix inverse de celui de la SNCF. Dans tous les trains circulent en permanence quatre personnes : un chef de train assisté d'un aide et deux mécaniciens. A la moindre difficulté tous rappliquent. Mais le trafic de banlieue est faible car il n'existe pas de zones pavillonnaires s'étirant à perte de vue comme dans la région parisienne : les Italiens qui travaillent en ville habitent massivement dans la ville. Sauf à Milan, où le trafic de banlieue a été concédé à une société privée.

En Angleterre, au contraire, les banlieues sont très étendues, et pas seulement autour de Londres : il peut y avoir -ou ne pas y avoir- de contrôleur dans le train. Mais les agents du service de police des chemins de fer ont le même uniforme que les traditionnels bobbies, avec seulement un petit numéro en plus. Comme eux, ils ne sont pas armés mais très respectés. Dans les gares, sauf dans les très petites, deux ou trois cheminots sont chargés de veiller à la fermeture des portes qui reste manuelle. Les seuls gros ennuis ont lieu au moment des matches, avec les hooligans.

En Belgique, à part les grands trains internationaux, tous les trains peuvent être dits de banlieue en raison de la faiblesse des distances. Chaque train a un ou deux contrôleurs. Les gares ferment à 22 heures. Dans la nuit il y a toujours quelqu'un pour surveiller. Les responsables touchent du bois : on ne signale pas de phénomène d'insécurité, encore que les graffitis commencent à apparaître.

Même apparition récente des graffitis en RFA où, jusqu'à présent, on ne signale pas de violence, sauf les jours de matches. La police des chemins de fer suffit à l'enrayer mais elle est parait-il très contestée. Surtout à Munich où une société privée emploie des "shérifs noirs" bardés de cuir. En règle générale, dans les lignes de banlieue, le conducteur est seul à bord et fait office de chef de train : quand il y a difficulté il le signale à la prochaine gare où il y a toujours un cheminot. Quand il y a contrôle, les contrôleurs vont toujours par deux ou par quatre..



Dans les métros

Mais c'est dans les métros que les différences sont les plus criantes. Ne parlons pas de celui de Londres où l'insécurité est pire qu'à Paris et où il n'y a personne dans les stations. Celui de New-York n'est pas très sûr non plus : mais dans le premier wagon de chaque rame stationne un agent de sécurité. Dans ce wagon-là montent automatiquement les voyageurs aux heures creuses et pendant la nuit.

Les métros du Sud-Est asiatique sont les plus sûrs. Ils voient pourtant défiler des millions de personnes chaque jour : entièrement automatisés ils n'ont pas de conducteurs. Mais dans chaque station un personnel extrêmement nombreux veille à la tranquillité des voyageurs. A Singapour circule en permanence une personne chargée de la sécurité.

Mécanisation plus poussée que chez nous, alliée à une présence humaine très forte... de quoi faire rêver bien des habitants de la région parisienne. La RATP souhaite timidement aller dans ce sens : sa productivité ayant augmenté de 3% l'an dernier, elle a décidé de reporter les effectifs libérés da la technique à l'humanisation du métro : au rythme de cent postes supplémentaires par an, on va commencer à revoir petit à petit des agents de la RATP dans les stations.

La SNCF, elle, continue à foncer dans la voie technologique, quitte à augmenter d'une cinquantaine de personnes les effectifs de surveillance générale et de 500 ceux des policiers qui circulent dans son réseau. Elle commence à installer des bornes d'appel sur les quais et un système de télésurveillance et va remplacer par une liaison interphone avec le conducteur les signaux d'alarme qui permettent aux voyageurs de faire stopper le train en cas d'ennui. Mais elle a aussi, heureusement, demandé à chacune des directions régionales de la région parisienne d'élaborer son propre schéma de sécurité avec les représentants du personnel. Et avant l'été une table ronde doit réunir direction et syndicats pour faire le point.

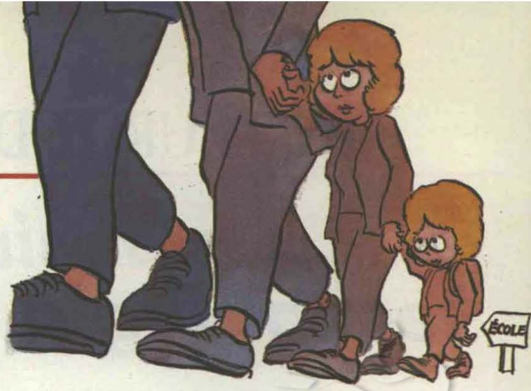
Monique Grima



ECOLE

PARENTS D'ELEVES

Après les luttes, le spleen ?



Le projet Jospin adopté

Pas d'obstruction systématique ni de débats passionnés : le projet de loi d'orientation de l'éducation a été adopté, à l'Assemblée nationale par 281 voix contre 255, avec l'appui de quelques députés de l'opposition dont Jean-Yves Haby, le fils de l'ancien ministre. Les communistes se sont abstenus.
La loi entrera en application dès la prochaine année scolaire. Les transformations s'étaleront dans le temps, mais la rentrée 1989 sera déjà marquée par une évaluation systématique sur 1.700.000 élèves entrant en CE2 et en 6e. Cela permettra de mettre sur pied des mesures de soutien, particulièrement dans le domaine de la lecture. Dans la même perspective de lutte contre l'échec scolaire, la politique des zones d'éducation prioritaire sera relancée. Dans le supérieur, le nouvel "Observatoire de la vie étudiante", fonctionnera à plein dès septembre. Autre innovation, en 1989, la création d'un Conseil des délégués élèves et la généralisation des projets d'établissement.
La rentrée suivante débutera, elle, avec un nouveau calendrier scolaire -l'année sera divisée en cinq périodes de durée comparable- et verra l'entrée systématique des langues vivantes à l'école primaire. C'est en 1990 également qu'ouvriront les premiers Instituts universitaires de formation des maîtres.

A.C.

Erosion des effectifs, malaise avec les enseignants, les deux grandes fédérations de parents d'élèves sont moroses. Les exigences des parents en tant que consommateurs d'école ne cessent de croître. Jean Andrieu dresse un état des lieux.



▲ *Jean Andrieu, ancien président de la FCPE, rapporteur du projet de loi d'orientation sur l'éducation au Conseil économique et social.*

Vendredi - Où en sont les associations de parents ? Comment a évolué leur rôle ces dix dernières années ?

Jean Andrieu - Pour comprendre, revenons en arrière. Le phénomène associatif apparaît avec la création de l'école de la République. Précisément au lycée Carnot, à Paris, juste après la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Il s'agit d'une sorte de comité de vigilance dont l'objectif est de surveiller que l'enseignement laïque reste néanmoins moral. Ces premiers germes d'organisation vont se développer, entre 1910 et la guerre. La PEEP (1) occupe alors le terrain. Il faut se souvenir que les lycées publics sont à l'époque payants (la gratuité date de 1930) et que seuls les enfants de la bourgeoisie y accèdent.

Au sortir de la guerre, le mouvement de parents d'élèves va se construire à partir de la querelle école publique-école privée et du maintien du financement des établissements privés mis en place par le gouvernement de Vichy. C'est ainsi qu'en 1946 naît la FCPE (2) à l'initiative de parents instituteurs. Démocratisation de l'enseignement, revendication croissante du droit à l'éducation : les associations de parents d'élèves vont connaître leur âge d'or. Depuis, le mouvement décroît lentement. De 1980 à 1986, la FCPE a perdu 200.000 adhérents.

Les parents ont toujours peu de pouvoir dans l'école. Cela n'explique-t-il pas l'érosion des effectifs ?

Nous nous sommes battus pour que les parents aient droit à la participation, qu'ils siègent aux conseils de classe, d'établissement. Tout cela est maintenant acquis mais ne mobilise plus. Les parents votent - et encore, moins de 40% d'entre eux- mais n'adhèrent plus. Des centaines de milliers d'hommes et de femmes sont élus chaque année mais, ils ont peu de grain à moudre.

L'article 10 du projet Jospin, qui concerne les parents d'élèves, est l'un des rares pour lequel le Conseil économique et social (CES) n'a pas demandé de modification. Vous satisfait-il pleinement ?

Nous sommes d'accord sur deux points. La loi dit que les parents sont membres de la communauté éducative. C'est la première fois qu'est souligné le rôle co-éducateur de la famille à côté des enseignants. En outre, le projet prévoit l'indemnisation des délégués parents, ce qui est un pas important vers la reconnaissance de leur statut.

Reconnaître les droits des parents, n'est-ce pas aussi leur permettre de choisir l'orientation de leurs enfants, ce que n'a pas retenu le projet de loi... ?

Et que le CES a pourtant réclamé. La loi marque des avancées importantes, y compris sur l'orientation, mais n'en tire pas les conséquences. Elle dit aux familles : "Vous avez la responsabilité du choix mais vous n'avez pas le dernier mot. La décision appartient au conseil de classe." On reste dans un contexte de verdict. Cette liberté sera de toute façon inévitable, ne serait-ce que parce que les parents sont de mieux en mieux informés.

On a beaucoup critiqué le corporatisme enseignant aux derniers congrès de la FCPE et de la PEEP. La FCPE a même décidé d'abandonner sa mutuelle commune avec les enseignants, la MAE. Pourquoi ce durcissement ?

Le corporatisme des enseignants exacerbe la demande sociale des parents. Parents et enseignants doivent comprendre qu'il faut mettre fin aux antagonismes. Quant à l'épisode MAE, je suis réservé sur sa conclusion, mais je comprends que les parents ne supportent plus de cotiser en étant interdit de pouvoir à la tête de la mutualité.

Comment voyez-vous l'avenir des associations de parents d'élèves ? Quelle doit être leur stratégie ?

Les associations doivent élargir le champ de leurs préoccupations, s'ouvrir aux aspirations concrètes des jeunes : logements, loisirs..., travailler sur le terrain. Dans tel collège rural, avec tels élèves, tels professeurs, que peut-on faire ? Bref, s'inscrire comme partenaire à part entière dans le projet d'établissement. Le mouvement de parents d'élèves ne peut plus se cantonner aux strictes questions scolaires. Il est condamné à se diversifier.

Anne Clément

(1) Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (opposition). La PEEP compte 450.000 adhérents. En 1988, elle a obtenu 9,25% des voix dans le primaire et 28,46% dans le secondaire.
(2) Fédération des conseils de parents d'élèves (majorité). La FCPE compte 600.000 adhérents. En 1988, elle a obtenu 41,6% des voix dans le primaire, et 58,7% dans le secondaire.

NOUVELLE-CALEDONIE

Faire vivre les nouvelles institutions

Les signataires des accords de Matignon sortent renforcés des élections provinciales du 11 juin. La voie est ouverte pour la mise en place d'un rééquilibrage du développement économique du territoire.

Une ère de sérénité s'ouvrirait-elle enfin ? Il ne faut jurer de rien dans ce territoire soumis périodiquement aux secousses les plus tragiques, mais le résultat du 11 juin paraît encourageant.

La population qui s'est plus massivement mobilisée que lors du referendum de 1987 s'est prononcée pour l'application des accords de Matignon. En portant l'immense majorité de ses suffrages sur les deux formations politiques, le RPCR et le FLNKS, qui sont les signataires de ces accords, elle a clairement exprimé sa volonté d'engager le territoire dans la voie du dialogue et du compromis entre Caldoches et Canaques.

Le FLNKS dispose de la majorité absolue dans la province du nord et dans celle des îles Loyauté, le RPCR contrôlant la province du sud. Au total, les mouvements qui ont paraphé les accords de Matignon disposent de 47 sièges sur 54 au nouveau Congrès du territoire, constitué par la réunion des élus des trois conseils de province. Le RPCR dispose d'une majorité relative. Marginalisés, les extrémistes du FULK, et du Front national.

Succès du gouvernement

Ces élections sont un succès pour le gouvernement. "Lors du dernier referendum, on avait l'impression que les Calédoniens n'avaient pas totalement contresigné les accords de Matignon", explique-t-on au ministère des DOM-TOM. Dans certaines villes, et notamment à Nouméa, le non avait recueilli de nombreux suffrages. Les élections provinciales ont inversé la tendance".

Même Valéry Giscard d'Estaing reconnaît que les élections représentent "un succès pour le gouvernement de Michel Rocard".

Les accords de Matignon sont un pari sur le temps. Ils doivent s'appliquer en dix ans. Après un an d'administration directe, le territoire va désormais être géré par les élus locaux. Son avenir dépendra en très grande partie de la manière dont Caldoches et Canaques vont cohabiter au sein des nouvelles institutions. Les élections du 11 juin ont accouché de rapports de forces sains. Pas de minorité de blocage, pas de majorité écrasante. Les présidents sont confortablement élus. De quoi favoriser le jeu démocratique et la collaboration entre les deux communautés, qui auront besoin nécessairement l'une de l'autre pour faire aboutir les décisions prises par les nouvelles assemblées.

Rééquilibrage

Le 26 juin, le congrès élira son président, son bureau, ses commissions. Puis, le Comité national du suivi des accords de Matignon se réunira à Paris au début du mois de juillet. A la fin du mois de juillet, Louis Le Pensec s'envolera pour la Nouvelle-Calédonie afin d'officialiser la mise en place des nouvelles institutions. Dès lors, devrait s'engager véritablement le processus de discussion et de réalisation des contrats de plan Etat-région, qui ont pour objectif d'assurer le rééquilibrage du développement économique du territoire. Le gouvernement devra veiller à ce que l'application concrète des engagements qu'il souscrit avec les provinces entre rapidement dans les faits. Aux Calédoniens ensuite de faire vivre la décentralisation qui leur est offerte. Dans le cadre de nouvelles institutions instaurées dans la sérénité et le consensus général, ce sont eux qui tiennent leur avenir entre leurs mains.

Jean-Pierre Bedeï

Pierre Mauroy aux Antilles et en Guyane

Pour qui vit dans les DOM, l'Europe peut sembler loin. Du moins est-elle souvent ressentie comme une menace pour des économies qui craignent de se fragiliser ou des identités qui redoutent de se diluer dans l'ensemble européen. "Pourtant", répond Pierre Mauroy, "l'Europe est déjà là. C'est le partenaire obligé de votre économie".

En visite en Guyane et aux Antilles -accompagné de René Rouquet, secrétaire national pour les DOM-TOM- le premier secrétaire s'était donné quatre jours pour convaincre et mobiliser les DOM autour de la liste européenne conduite par Laurent Fabius. Il a réussi, dans une atmosphère amicale et attentive, à convaincre des interlocuteurs parfois quelque peu réticents, des bienfaits de l'Europe.

Il est vrai qu'à Kourou, les grands travaux du programme Hermès se traduiront par la création de 1.800 emplois. Il est vrai aussi que, Camille Darsières à la Martinique, Félix Proto à la Guadeloupe, reconnaissent la contribution de la CEE à leur développement régional.

Pierre Mauroy leur a rappelé l'engagement du PS sur l'octroi de la mer et la priorité accordée au rattrapage économique. "Notre Europe", a-t-il souligné, "ne sera pas celle de l'uniformité. Fidèles à leurs valeurs de justice et de solidarité, les socialistes veulent édifier une Europe plurielle, enrichie des spécificités et des identités de chacun. Vous avez besoin de l'Europe, et l'Europe a besoin de vous." Tel a été son message à nos compatriotes guyanais et antillais.

1789 - 1989

L'enseignement primaire

C'est dans le domaine de l'enseignement primaire que la Convention fournit le plus gros effort et formula les principes et les idées les plus nouveaux, les plus démocratiques.



L'enseignement primaire avant 1789 était donné dans de petites écoles qui naissaient dans les villages grâce à la bonne volonté de la communauté des habitants ou à la générosité d'un donateur. Leur nombre restait insuffisant. Leur fréquentation sporadique et l'enseignement de médiocre qualité : on y apprenait à lire, écrire et compter. Il s'agissait d'apprentissages non simultanés, comme aujourd'hui, mais successifs. Il était interdit d'apprendre à écrire à un élève avant qu'il ne sache lire et on l'initiait au calcul seulement lorsqu'il savait écrire couramment et sans fautes. De ce fait, bon nombre d'écoliers dont la scolarité était tôt interrompue pour diverses raisons n'accédait ni à l'écriture ni au calcul.

Le droit à l'instruction

Parallèlement à ce triple apprentissage, la petite école était le lieu d'une incessante éducation de la foi. Chaque classe commençait par le signe de la croix et une prière. Le matériel scolaire était exclusivement religieux. Le maître faisait réviser les chapitres du catéchisme afin de prolonger l'enseignement dominical. Il s'agissait de former de bons chrétiens.

La mise à disposition de la nation, puis la vente des biens de l'Eglise posa la question de l'instruction nationale. Qui serait chargé de la dispenser et selon quels plans, quels programmes ? L'Assemblée constituante n'approfondit pas la question. Elle se borna à mettre, par la loi du 22 décembre 1789, "en surveillance l'éducation publique à la charge des administrations du département." L'enseignement fut complètement désorganisé, et dans beaucoup de localités cessa complètement. A partir de 1793, la Convention décida de "forger un homme nouveau" et proclama que tout citoyen avait "droit à l'instruction".

Obligatoire et gratuit

Sur les modalités d'application, les révolutionnaires n'étaient pas d'accord. Mirabeau, en 1790, prévoyait la liberté de l'enseignement ; Talleyrand, en 1791, une liberté réglementée. Le Peletier, en 1793, proposait la création d'une maison d'éducation commune (une par section dans les villes, une par canton dans les campagnes), destinée à accueillir tous les enfants de la circonscription entre cinq et douze ans. Le projet de Condorcet (21 avril 1792), tout en estimant que l'Etat avait le devoir d'organiser l'instruction publique, se déclarait adversaire du monopole. Il préconisait néanmoins des écoles primaires laïques gratuites dans tous les villages.

Le 30 mai 1793, la Convention décréta que toutes les localités ayant de 400 à 1.500 habitants devraient posséder une école où l'instituteur enseignerait les connaissances élémentaires nécessaires aux citoyens pour exercer leurs droits, remplir leurs devoirs et administrer leurs affaires domestiques. Les programmes comprenaient la lecture, l'écriture, les premières règles d'arithmétique.

La loi du 19 décembre 1793 déclara l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous les enfants de six à huit ans, sous peine d'amende et de privation de droits civiques pour les parents. Du fait de la guerre, faute de maîtres et d'argent, la loi ne fut appliquée que difficilement. Certains parents n'envoyaient pas leurs enfants à "l'école révolutionnaire". De 557 districts, 32 seulement avaient ouvert les écoles prévues par la loi en 1794.

Après Thermidor, la Convention se soucia beaucoup moins de l'instruction du peuple. La loi du 17 novembre 1794 supprima l'obligation scolaire ; celle du 25 octobre 1795, le traitement des instituteurs. Ceux-ci seraient logés et toucheraient des rétributions de leurs élèves.

Le nombre des écoles primaires publiques diminua sous le Directoire, comme, sous l'Empire, celui des écoles primaires libres ne cessa de croître. Il fallut attendre la Troisième République et les lois Jules Ferry (1881-82) pour que l'enseignement primaire redevienne la grande priorité nationale.

Georges Ferré

EGLISES ET









Les religions sont-elles dangereuses ? La question se pose après le déferlement d'intolérance de ces derniers mois. Livres brûlés, bombes dans des cinémas, appels à la censure, anathèmes et excommunications, condamnations à mort, revoilà l'arsenal du fanatisme.

Le meurtre commandité fait ses premières victimes. L'imam et le bibliothécaire du Centre islamique de Bruxelles, jugés trop modérés, sont assassinés. L'écrivain Salman Rushdie vit sous la menace d'un tueur sans visage. Ces défis aux fondements mêmes de notre démocratie -les libertés d'expression et d'opinon- suscitent l'indignation. Il faut cependant se garder des pièges que tendent les nouveaux croisés en opposant un islam obscurantiste et barbare à un Occident chrétien civilisé. L'ayatollah Khomeyni n'était pas d'un autre siècle, il est malheureusement du nôtre : exactions et violations des droits de l'homme ne sont pas propres à l'islam, ni d'ailleurs à aucune autre religion révélée. Le risque serait que la colère étouffe tout effort d'analyse. C'est ce que visent ni plus ni moins nos Savonarole modernes : le désarmement de la pensée.

L'attraction du fait religieux

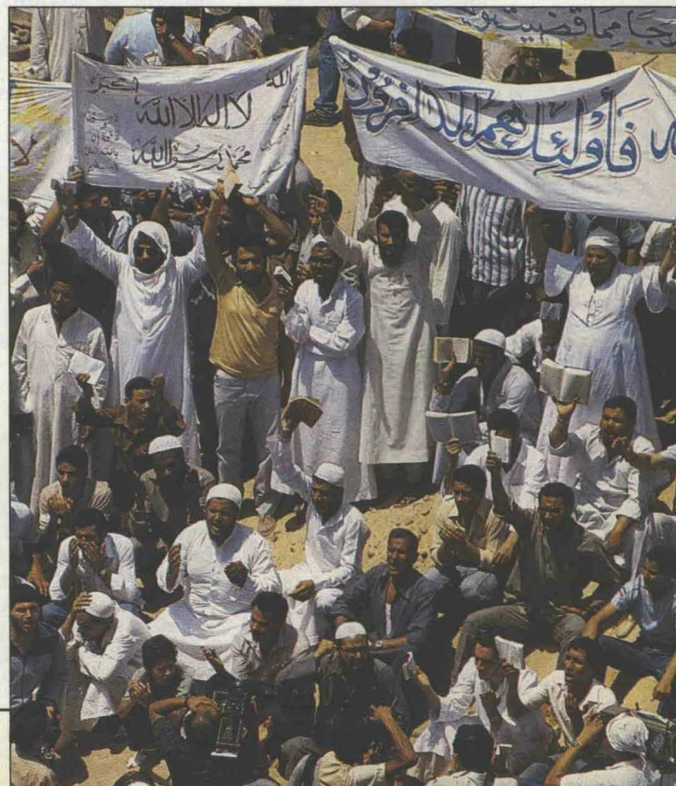
André Malraux affirmait que le XXIe siècle serait religieux. Sera-t-il prophétique ? En cette fin du XXe, le retour du religieux est patent. La crise des vocations dans l'Eglise n'est pas encore enrayée qu'on assiste au renouveau charismatique et à la poussée intégriste. "De relativement marginalisée, la synagogue est redevenue le centre de la vie communautaire" constate sans déplaisir M. Léon Masliah, directeur du Consistoire israëlite. Le mouvement loubavitch, branche cadette d'un hassidisme né à la fin du XVIIIe siècle, passe brutalement du néant à 10% de la population juive pratiquante. 70.000 Français se convertissent à l'islam. Parmi eux : Daniel Leclerc et Yves Lesseur, dirigeants de la Fédération nationale des musulmans de France ; Roger Garaudy, qui fut successivement communiste orthodoxe, dissident, chrétien, puis musulman et Clément Abderrahmane Thorez, petit-fils de l'ancien n°1 du PCF, qui défile à Paris contre les "Versets sataniques".

Ces conversions témoignent de l'attraction actuelle du fait religieux. Marxistes en désarroi devant une révolution introuvable ou individus destabilisés, rejetés ou exclus par une crise qui produit des ferments de racisme et de désagrégation sociale, retrouvent dans les religions un sens à leur vie et une communauté. Mais le regain de la foi dans les communautés d'origine juive et musulmane est encore plus sensible.

Le journaliste marocain Driss el Yamazi décrit le processus dans le monde musulman français. "Les premiers lieux de culte ont été créés lors de la grève des loyers de la Sonacotra : les bars ont été transformés en salles de prière. Puis, à partir des usines, ils ont poussé comme des champignons. Antidote rêvé à l'univers de la chaîne ou du chômage, la mosquée, lieu d'égalité ("les croyants sont égaux comme les dents du peigne" dit le Coran) a vu converger ceux qui avaient l'impression d'avoir tout perdu : l'immigré de la première génération, parfois exfellagha et le harki, pour qui le retour n'était même plus possible comme mythe. Les parents, qui ne savaient comment transmettre leur culture, ont réclamé des écoles coraniques. La religion a ressoudé les familles. "J'ai retrouvé mon père" m'a dit, au bord des larmes, un fils de harki : il n'avait plus de lui qu'une image négative de chômeur alcoolique."

Refus de la modernité

Ce renouveau de la foi coïncide avec la montée des différentes formes d'intégrisme qui présentent des caractéristique communes : leur intolérance réciproque, le refus de toute évolution. La chari'a (loi musulmane), la halakha (loi juive) constituent pour l'ultra-orthodoxe musulman ou juif des systèmes clos qui codifient non seulement le rapport avec le divin mais tous les actes de la vie quotidienne. Les intégristes catholiques, ouvertement hostiles à Vatican II, prêchent un retour à une tradition préconciliaire. Leur thème de prédilection : "la décadence des sociétés modernes, le matérialisme, la dégradation des mœurs". La responsabilité des sociétés industrialisées dans la misère des masses musulmanes permet à l'islamisme de dévaluer toutes les doctrines qu'a produit l'Occident et dont se sont inspirés, à leur manière, les nationalismes arabes : aussi bien le libéralisme que le socialisme ou le communisme. La force de "l'islamisme radical" s'est nourri de leurs échecs. "La tradition musulmane rappelle en effet constamment que les déshérités l'emportent toujours sur l'injustice des puissants", souligne Bruno Etienne.



INTEGRISMES



L'intégrisme catholique rejette la rupture historique de 1789 : la philosophie des Lumières et l'idéologie des droits de l'homme, honnies par les admirateurs de Mgr Lefebvre. Mouvement littéralement réactionnaire, il alimente les courants traditionnels de l'extrême droite : monarchiste, vichyste, néofasciste, lepéniste.

Ce refus de la modernité est plus idéologique que technologique. Les interdits figurant dans le Coran, l'Ancien ou le Nouveau Testament, tout ce qui n'y figure pas est licite. Ce qui proscrit toute novation sur le plan des mœurs mais intègre l'utilisation des techniques modernes de communication et les ordinateurs. On a mis en évidence le rôle de la cassette dans la propagande islamiste. On sait avec quel art consommé Khomeyni se servait des mass-média. Mais il n'était pas le seul : chef spirituel des loubavitchs, le rabbin Schneersohn a transformé son immeuble de New-York en centre ultra-moderne de communication d'où il diffuse des messages dans le monde entier, intervenant ainsi dans le dernier scrutin israélien.



▲ *Un renouveau de la foi dans les trois religions du Livre.*

▼ *Fondamentalistes musulmans en Egypte.*



Impossible d'assimiler l'intégrisme à un retour aux sources. Le judaïsme, le christianisme, l'islam incarnaient à l'origine une modernité idéologique, ils prônaient des conceptions éthiques ou des règles sociales constituant un progrès pour leur époque, dont on chercherait en vain l'équivalent chez nos intégristes. La régression du statut des femmes en est l'exemple le plus éclairant.

Récupérer les intégrismes

Les institutions officielles ont cherché à contenir la fièvre intégriste en se l'inoculant. Concurrencée par le schisme lefebvriste, l'Eglise a adopté des positions de plus en plus dures sur le plan moral et doctrinal : la congrégation romaine vient de publier une nouvelle "profession de foi" particulièrement musclée. Elle a pu récupérer une partie des disciples de Mgr Lefebvre : le vivier religieux du Front national, Chrétiens-Solidarité, animé par le député européen Bernard Antony, qui se fait aussi appeler Romain Marie, restera dans son giron. On peut se demander qui a fait le plus de pas vers l'autre. Dans une interview au mensuel d'extrême droite "Le Choc", le prieur du monastère intégriste du Barroux, dom Gérard, donne sa réponse : "ce que nous demandions depuis le début (messe de Saint-Pie V, cathéchisme, sacrements, le tout conforme à la tradition séculaire de l'Eglise) nous était octroyé sans contrepartie doctrinale, sans concession, sans reniement... Nous avons mis à la signature de cet accord deux conditions. 1- Que cet événement ne soit pas un discrédit porté sur la personne de Mgr Lefebvre... D'ailleurs n'est-ce pas grâce à sa ténacité que ce statut nous est octroyé ? 2- Que nulle contrepartie doctrinale ou liturgique ne soit exigée de nous et que nul silence ne soit imposé à notre prédication antimoderniste." Ce glissement s'accompagne de la mise au pas des courants progressistes ou libéraux : renvoi du père Valadier de la direction de la revue jésuite "Etudes", mise à l'index des théologiens de la Libération, remplacement par des conservateurs des évêques progressistes de la turbulente Eglise du Brésil .

Un mouvement de même nature se produit au sein du judaïsme. La controverse sur "Qui est juif ?" a failli aboutir à une très grave crise entre Israël et la puissante communauté juive américaine. Lors des consultations pour la formation du gouvernement, les partis religieux (sortis renforcés des élections) ont exigé de Shamir qu'il refuse le bénéfice de la loi du retour (tout juif peut devenir citoyen israélien s'il rejoint l'Etat hébreu) à tout converti par un rabbin libéral. L'adoption d'une telle mesure (que la grande coalition avec les travaillistes a empêché) aurait eu valeur d'excommunication du courant le plus ouvert du judaïsme, qui est majoritaire aux Etats-Unis.

La pression de l'Iran a abouti, lors de la dernière conférence islamiste de Ryad, à une position beaucoup plus dure des autres gouvernements (souvent taxés de "modérés") sur l'affaire Rushdie : l'écrivain britannique est qualifié d'apostat.

Pas d'Internationale des intégrismes

La marginalisation -ou l'exclusion- de toute parole libre dans les trois religions du Livre s'accomode d'une coexistence pacifique non dépourvue d'arrière-pensée. Alors que les intégrismes se refusent à tout contact, l'œcuménisme qui avait commencé sous les meilleurs auspices (volonté de dialogue, recherche de la paix) tend de plus en plus à se transformer en un front contre les impies. Les échanges de bons procédés entre catholiques, juifs et musulmans dans les affaires Rushdie et Scorcese en sont une illustration. Jean-Paul II fait part de son "grand respect" à l'annonce de la mort de Khomeyni. Confrontés aux "marchés de la foi" dont parle Raphaël Drai, les grandes religions se comporteraient-elles de la même manière que les grandes puissances ? Y aurait-il un Yalta religieux ?

Et quelles en sont les incidences dans un pays de tradition catholique où vivent les plus fortes communautés juives et musulmanes d'Europe occidentale ? Plusieurs sondages ont montré que les catholiques français manifestaient une certaine distance avec les prescriptions de l'Eglise. A en croire une enquête d'opinion du Nouvel Observateur, on relevait le même phénomène à l'égard de l'islam dans la communauté musulmane. "La France, une chance pour l'islam" proclame Bruno Etienne. Malgré les raidissements actuels, les tenants d'une expression plus tolérante de la religion n'ont peut-être pas perdu la partie.

Bernard Chaouat

Archives Juives



Comment sortir du communisme ?

La Chine vit des heures sombres. Après l'espoir, la répression. Jean-Luc Domenach, directeur des recherches internationales à la Fondation de Sciences politiques dit le pourquoi de la crise et trace des perspectives.

Vendredi. Les étudiants ont-ils à ce jour perdu la bataille de la démocratie ? Quelles sont désormais leurs possibilités d'action ?

Jean-Luc Domenach. Plutôt que de mouvement étudiant, il faut parler de mouvement citadin, car les étudiants ont réussi à faire déborder socialement leur protestation. Cela posé, il y a effectivement une défaite extrêmement lourde.

L'ascension du mouvement et sa défaite s'expliquent par la même raison : les revendications se sont exprimées parce que la direction était divisée politiquement. Dès lors qu'elle s'est réunifiée et que Deng Xiaoping a imposé une ligne dure, le mouvement était condamné. La seule hésitation portait sur les moyens : méthode douce ou dure ? Je suis pessimiste pour le présent car le mouvement citadin va être étouffé sévèrement, étudiants en tête. Mais l'avenir n'est pas écrit : Deng Xiaoping n'est pas éternel et aucun des problèmes fondamentaux à l'origine du mouvement n'a été résolu. Les causes demeurent et le phénomène se manifestera à nouveau. C'est une certitude.

Quelles incidences peut avoir le durcissement politique actuel sur le mouvement de libéralisation économique entamé ces dernières années ?

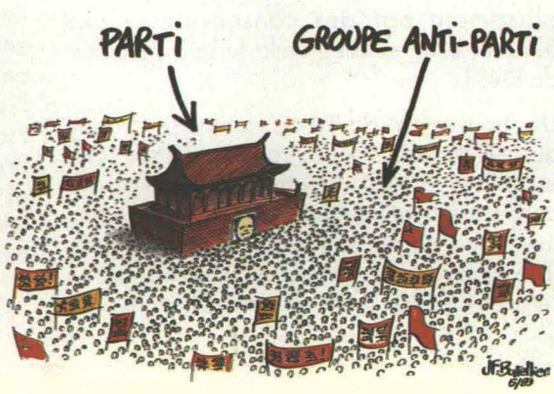
Il y a des menaces. On entend parler de mise en question de l'élargissement du secteur privé ou de la décentralisation. Mais il faut distinguer la gesticulation de ce qui risque d'arriver réellement. Une chose est certaine : le régime ne pourra pas toucher à la décollectivisation rurale. Les paysans y sont trop habitués, la conscience que cette concession est devenue fondamentale pour l'équilibre rural est trop profonde. Je ne crois pas non plus qu'on revienne sur les marchés privés dans les villes, ni même sur les marchés parallèles et la corruption qui sont pour la Chine une sorte de respiration. En revanche, l'organisation industrielle pourrait être revue et la part du secteur privé dans le tertiaire, diminuée. Peut-être les entreprises privées seront-elles plus fortement encadrées par une limitation des crédits, une multiplication des contrôles, des autorisations...

Aujourd'hui Deng Xiaoping est-il le véritable détenteur du pouvoir politique, est-il à l'initiative de la répression ou n'est-il qu'une façade ?

Je n'ai jamais douté que le seul homme en Chine pouvant prendre la responsabilité de cette répression était Deng Xiaoping. C'était un sentiment de pessimisme. Il se vérifie en ce moment. Mais c'est aussi un élément d'optimisme pour l'avenir : il était le dernier à pouvoir se permettre une grande saignée. Cet homme est convaincu que la révolution est plus importante que tout et que le maintien des communistes au pouvoir est déterminant. Il est persuadé que des pertes en hommes, assez réduites quantitativement, sont un élément marginal. Deng a toujours été prêt à casser des œufs pour faire des omelettes ! Depuis le départ, il est un homme de guerre. En 1979, au moment même où il faisait démarrer la modernisation, il écrasait la dissidence intellectuelle. L'Occident ne s'en est pas ému mais le scandale était néanmoins considérable. A la différence de ses collègues, Deng Xiaoping est capable de prendre ce genre de risques. Il est de la génération des fondateurs du régime. Il estime avoir des droits sur la révolution et, il faut le reconnaître, il a beaucoup fait pour l'ouverture et la modernisation.

C'est justement parce qu'il a agi pour l'ouverture et la modernisation qu'on s'explique mal l'extrémisme de son attitude actuelle.

Non, car Deng Xiaoping est fondamentalement un nationaliste, un militaire, qui fait une distinction radicale entre le domaine du pouvoir du Parti, inentamé, et le pouvoir économique et commercial où il fait des concessions. Mais il faut surtout prendre garde à ne pas surévaluer les défauts de Deng Xiaoping après les avoir sous-évalués. Alors qu'hier il convenait de critiquer les limites politiques de Deng Xiaoping, de la même façon, aujourd'hui, il ne faut pas oublier qu'il a posé les bases économiques d'un développement nouveau. Même si son action contribue à boucher l'horizon, des tendances sont à l'œuvre qui devront un jour se concrétiser. Il est finalement le père des tendances qui le feront culbuter de l'autre côté de l'histoire.



Deng Xiaoping est apparu à la télévision entouré de la vieille garde ultra-conservatrice. Peut-on penser que ces octogénaires théoriquement à la retraite détiennent encore, en coulisse, une parcelle de pouvoir ?

Là encore, il ne faut pas raisonner de façon exclusive. Il me paraît aussi excessif de dire, maintenant, que seule compte la bande des octogénaires qu'il était auparavant simpliste de dire que la Chine était engagée toute entière vers la voie de la réforme. La vérité est que le pouvoir chinois était ambivalent. Cette division a permis au mouvement étudiant de s'exprimer. Depuis 1986, le camp réformiste perdait du poids régulièrement. Il y a d'abord eu l'élimination du premier secrétaire général du Parti, Hu Yao Bang (c'est sa mort qui a provoqué les événements). Ensuite il y a eu l'affaiblissement de Zhao Ziyang, nouveau secrétaire général dans les années 1987-88. Mais il restait suffisamment fort pour déclarer au tout début du mouvement : nous sommes d'accord avec les objectifs des étudiants, nous leur demandons simplement de se comporter plus calmement. C'est comme si Pompidou avait déclaré en mai 1968 : les étudiants m'embarassent mais ils ont raison. Jusqu'au bout, il y a eu ambiguïté sur la position du Parti. La bande des vieux était affaiblie par son vieillissement, par le fait que Zhao Ziyang avait arraché à Deng Xiaoping le retrait d'une bonne partie d'entre eux, par le fait qu'ils étaient divisés par leurs propres disputes. Cela avait un côté fin de règne.



Cette vieille bande ne s'est réunifiée que tardivement. Elle fait bloc maintenant et donne l'impression d'être le cœur du régime. Elle se sert de deux hommes liges : Li Peng, le premier ministre, et Qiao Shi (dont on parle pour remplacer Zhao Ziyang comme secrétaire général du Parti). Mais leur pouvoir est lié à celui de Deng Xiaoping. Comme pour Mao, en 1976, sa mort relancera la machine. Il faut donc nuancer le rôle de la vieille garde à la fois hier et demain : c'est comme une ultime crispation avant que tout soit balayé par une évolution inéluctable.

Si l'on en croit les commentaires, l'appel à la délation est entendu. Cela signifie-t-il qu'une partie de la population n'approuvait pas le "printemps de Pékin" ?

Je ne suis pas sûr que cela fonctionne bien. L'appel à la délation est toujours ce qui fait sortir les pires côtés d'une société. Souvenons-nous de la France sous Vichy. De la même façon, dans les années 50, la Chine a montré dans la délation un ignoble visage. Le système fonctionnait alors parce que les organisateurs de la délation comme ceux qui y contribuaient croyaient à leur œuvre : il s'agissait d'attraper des ennemis de classe. Aujourd'hui, cela n'ira pas loin. Ces agissements sont le fait d'une minorité. Mais il est vrai que, derrière, il y a la volonté de revenir à un type de régime comparable à celui des années 50.

Après avoir souhaité l'ouverture vers l'étranger, la Chine se replie sur elle-même. Cette position est-elle tenable ?

Dans l'esprit de certains de ceux qui ont repris Tien Anmen, il y a un relent xénophobe. La fermeture économique signifie fermeture sur la Chine d'outre-mer, or Hong Kong équivaut à 50% des ressources en devises de la Chine populaire. La Chine d'outre-mer c'est également 80% des investissements "étrangers" en Chine. Il y a risque d'effondrement d'un pan entier de l'économie.

La fermeture sur l'étranger a aussi un sens stratégique. Cette Chine si fière d'elle-même, si jalouse de son indépendance, a besoin de relations minimales avec l'Occident pour pouvoir équilibrer ses rapports avec le camp soviétique. Il y a enfin un facteur psychologique et culturel : la Chine des villes toute entière est fascinée par l'Occident et rêve de la démocratie.

Quelle peut être l'attitude de Gorbatchev ? Ne risque-t-il pas de ternir son image de réformateur en refusant de condamner les agissements du gouvernement chinois ?

Les événements de Chine placent bien sûr tous les dirigeants réformistes de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique dans une situation extrêmement délicate.

L'attitude des commentateurs soviétiques semble plus nuancée que ce que l'on pouvait attendre : il y a eu des déclarations pour dire que tout cela était une affaire intérieure mais, en même temps, certains, très proches de Gorbatchev, ont fait connaître leur écœurement. Ce sera un élément supplémentaire pour juger du réformisme de Gorbatchev de voir ce qui va l'emporter du silence gêné ou des dénonciations feutrées.

Mais la solution, pour Gorbatchev, n'est-elle pas de tenir en permanence cette oscillation entre la désapprobation mesurée et le silence jusqu'à ce que les choses évoluent en Chine ?

Ce que je qualifie de contradiction s'interprète peut-être aussi comme le résultat d'une attitude déterminée qui consiste à jouer du chaud et du froid, en attendant que la situation se décante. Gorbatchev a peut-être plusieurs fers au feu. Il joue à la fois Deng Xiaoping et le retour de Zhao Ziyang.

Quelle peut être la meilleure attitude des gouvernements occidentaux ? Une attitude très ferme ou le maintien des fils du dialogue ?

La réaction globale des gouvernements est une bonne surprise. On attend ce que va faire Mme Tatcher avec Hong-Kong. Il serait souhaitable qu'elle exige davantage de garanties et soit alors confortée par les autres peuples européens. Les réactions françaises ont été très positives. Néanmoins il faut espérer plus : certaines décisions, pour être efficaces, doivent être prises en commun. Ensuite, nous ne devons pas nous contenter de décréter des actions dans l'instant mais devons les étendre à toute la durée de la répression. Enfin, il faut échapper à la logique du tout ou rien : les relations culturelles ou commerciales doivent être conditionnées, modulées, en fonction de ce que nous pouvons obtenir. Il faut échapper à deux dangers. Le premier serait de considérer que les régimes communistes sont des partenaires naturels. Le régime chinois, tel qu'il apparaît aujourd'hui, ne l'est pas. A l'inverse, il ne faut pas tomber dans une négation sans limites. Il reste de la place pour une option démocratisante en Chine. La question est : comment sortir du communisme ? En Union soviétique, en Chine, en Yougoslavie, le communisme va devoir céder la place à des formes de gestion beaucoup plus déconcentrées. Il faut observer ces mouvements et chaque fois les favoriser.

Propos recueillis par
Maryline Trassard



Qiao Shi, futur secrétaire général du parti ? ▲

▼ *Le mouvement citadin va être étouffé sévèrement, étudiants en tête*

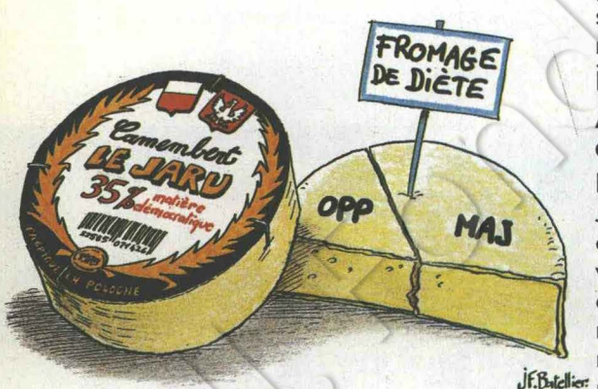


Moi, député Solidarnosc

L'autre dimanche, Solidarnosc a fait un tabac. Au point que, pour le deuxième tour, le gouvernement a dû demander au syndicat de lui faire la courte échelle. Interview de Mieceszyslaw Gil, élu à Nowa Huta avec plus de 89% des voix, résultat record.

M. Gil. Je suis d'origine paysanne. Comme beaucoup de personnes après la guerre, j'ai suivi la migration vers les villes. Je suis arrivé à Nowa Huta, ville symbole de la nouvelle vie dans le système communiste. J'ai commencé à travailler aux acieries Lénine. A cette époque, j'étais militant des Jeunesses communistes. En 1968, j'ai refusé d'entrer dans les rangs de la milice ouvrière qui réprimait les manifestations étudiantes . A partir de cette époque, je n'ai plus eu d'activité dans un parti, mais j'ai commencé à m'intéresser et à participer au conseil d'autogestion de l'entreprise dont le pouvoir était très réduit à l'époque. L'activité de l'entreprise m'a toujours intéressé.

A partir de 1977, j'ai collaboré au journal local de Nowa Huta et à certains journaux d'opposition. Puis, je suis devenu le président du comité de fondation de Solidarnosc de la région. Le 13 décembre, je me trouvais à l'intérieur de l'entreprise, je me suis échappé et je suis entré en clandestinité jusqu'à mon arrestation. J'ai été dénoncé par un mouchard. Le tribunal militaire m'a condamné à 4 ans de prison où je suis resté jusqu'à l'amnistie. Les protestations des organisations syndicales étrangères ont contribué à notre libération. Ensuite, j'ai participé aux négociations de la table ronde avec le gouvernement. Vous en connaissez le résultat... Je me suis retrouvé candidat à la Diète et j'ai été élu il y a quelques jours.



Aujourd'hui, quelle est votre analyse de la situation ?

La situation est très difficile. Jusqu'à présent nous étions en confrontation directe avec le pouvoir. Aujourd'hui nous commençons des activités oppositionnelles publiques, selon des règles élaborées à la table ronde.

Pour vous aussi, dans le Parti communiste, il y a des réformateurs et des conservateurs, ceux que l'on appelle le béton ?

On ne peut pas les définir ainsi. Dans le POUP il y a des forces hostiles aux réformes. Mais il est impossible de faire une claire ligne de partage entre les réformateurs et le "béton". Ces forces se révèleront en cas de crise.

Nous sommes la force politique majoritaire en Pologne, mais nous n'oublions ni la géopolitique ni les contraintes propres au système politique. D'où notre action très modérée et prudente. Notre stratégie est de procéder à des changements par évolution. Je suis convaincu que nous réussirons et que 90% de nos sympathisants actifs comprennent notre auto-limitation.

Que pensez-vous de l'initiative du général Jaruzelski, de convier les opposants à dîner à l'occasion de la visite du président de la République française ?

C'est un pas positif mais avec une recherche d'effet spectaculaire. Nous avons commencé à nous habituer aux gens du pouvoir. Nous sommes obligés de dialoguer avec le pouvoir, car il n'y a personne d'autre. Le président de la République française appréciera .

Et les Polonais ?

Les Polonais savent bien que l'opposition et le syndicat Solidarnosc conservent leur caractère propre.

Certains ont parlé d'entente entre les élites... Une telle réunion ne va-t-elle pas relancer les critiques?

Elle a lieu entre les deux tours des élections et le pouvoir a besoin d'une forte participation. Il essaie de se légitimer de cette façon. Pour nous, c'est l'amorce d'un nouveau processus politique et, comme partout, les élites participent à ce processus avec le soutien de l'ensemble de la population à notre programme.

Pour vous est-ce le sens réel du vote du 4 juin ?

A l'Ouest, vous avez l'habitude d'avoir des études très poussées des comportements électoraux. Chez nous, non. Les résultats du 4 juin, c'est le rejet du système. Mais c'est aussi un appui à Solidarnosc en tant que formation d'opposition plutôt qu'une adhésion à notre programme qui n'est pas connu dans les détails ni diffusé.

Quel sera votre travail de député ?

Notre premier travail sera de modifier la législation et, bien sûr, la loi principale qu'est la constitution. En général, nous allons essayer de modifier le fonctionnement de l'économie, de la justice. Nous proposerons de nouvelles lois. Nous essayerons de régler tous les problèmes qui n'ont pas été résolus par la table ronde et qui sont inscrits dans le protocole des divergences.

Y aura-il des consignes de vote pour le second tour ?

Nous appellerons les Polonais à participer.

Et à voter pour les réformateurs ?

Nous ne ferons pas campagne pour eux. Mais nous faisons la différence entre ceux qui collaborent avec nous et les autres.

Puis les municipales ?

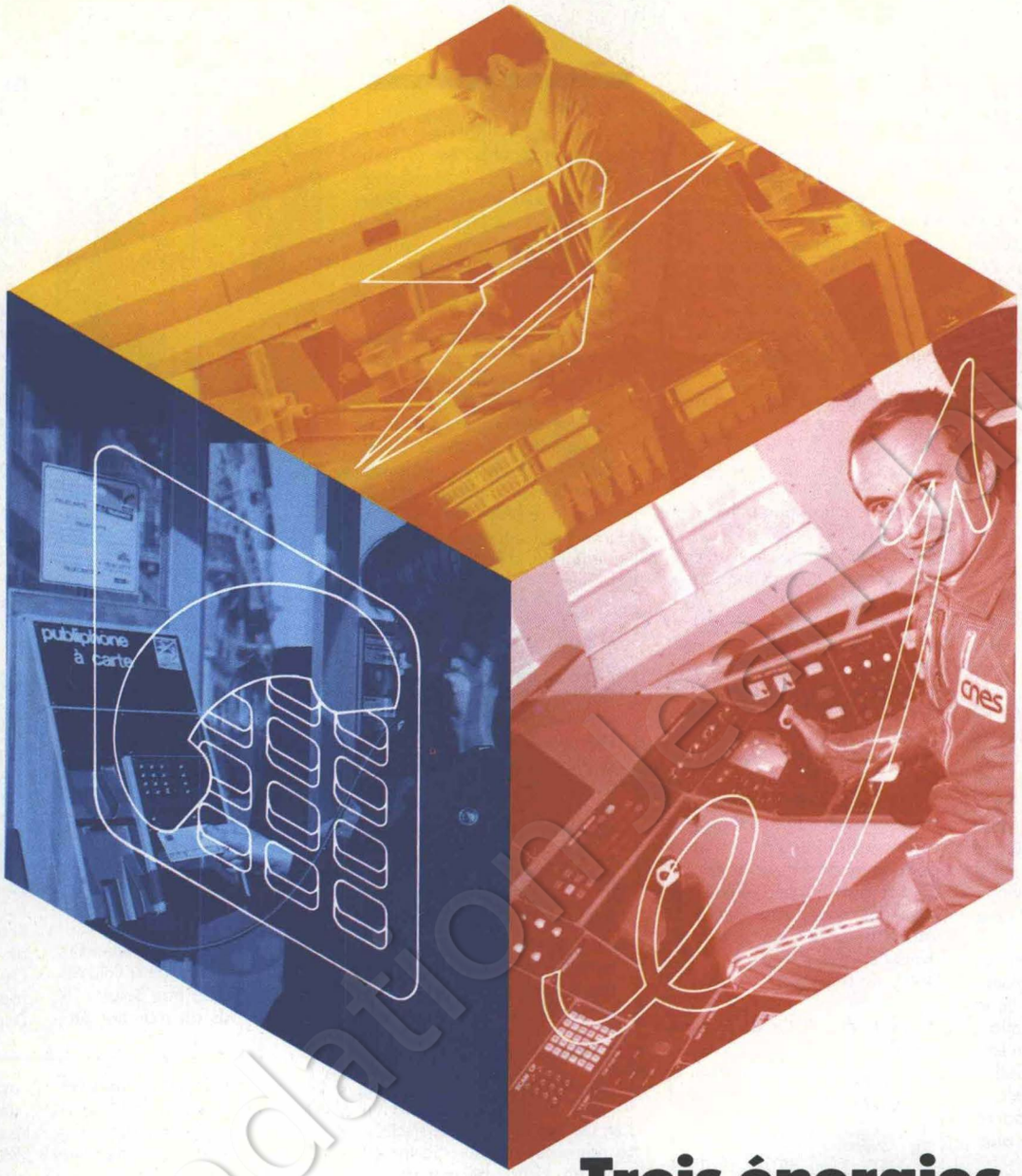
C'est la prochaine étape vers la sortie du système.



Propos recueillis par
Sonia Mink

L'après Khomeiny

Les semaines qui vienent, en Iran, seront décisives.
La première échéance est celle de la révision, en cours, de la constitution : fera-t-elle du futur président le vrai patron du pays ?
La seconde échéance est celle de l'élection présidentielle du 18 août. Rafsandjiani y est candidat, mais Ahmed Khomeiny - le fils - peut être tenté par le poste. La guerre entre eux va être impitoyable.



Trois énergies face à l'avenir.

L'énergie, c'est le moteur de toutes les ambitions. Aujourd'hui les énergies conjuguées des hommes des Postes, des Télécommunications et de l'Espace, représentent un des plus forts potentiels de passion dont une nation puisse rêver.

Riches de leurs succès et de leurs expériences, nos hommes sont un des atouts les plus sûrs de la France dans le monde pour la communication.

Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace

artus

Coll. Fondation Jean Jaurès

Sacré toutou

A défaut d'être le "président de l'Europe" -poste qui n'existe pas pour l'instant- V.G.-E. voudrait changer d'image, notamment dans le "Bebête show". Il ne supporte plus de se voir représenter sous les traits d'un "has been" de la politique. Le style panthère rose, pourtant suggéré par son entourage, ne lui convient pas non plus. Non, ce qu'il désire, c'est être chien. Pas comme terre-neuve de l'opposition, ni sous forme de roquet car Black Jack déteste cette espèce, mais comme labrador. Dieu en possède déjà un. Cela ne fait rien. «Je serai le second et Mamie Renova pourra chanter "le labrador est toujours debout".»
En espérant toutefois que Pencassine ne le regardera pas en chien de Mayence.

C.-E. G.

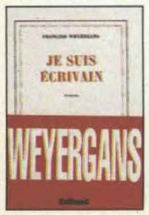
Callas professeur



En 1971-1972, Maria Callas donna vingt-trois séances de deux heures aux "Master classes" de la Julliard school de New-York. Chacun pouvait y assister pour 5 dollars. Pour un peu plus de trois cents francs, voici l'essentiel de ces leçons données à vingt-cinq jeunes chanteurs triés sur le volet.
On n'imagine pas combien ces leçons sont révélatrices non seulement de l'art, mais aussi de la personnalité de Maria Callas, de ses conceptions et de son exigence. A ses étudiants, Callas disait rarement : "faites cela'", mais plutôt "faites cela parce que..." Le thème de cette session était la tradition lyrique.
EMI, 3 CD, env. 350 F, 3 h 24 ' 17".



François Weyergans : "Je suis écrivain"



Combien y a-t-il d'années que Weyergans ne nous avait rien donné ? Un temps aussi long que celui depuis lequel son éditeur nous annonce la publication "du" livre, de ce livre important qui compte dans la vie d'un écrivain et qui marque une étape, un nouveau départ.
Si l'attente a été longue, tant mieux. Elle en valait la peine ! Comment parler de ce livre ? La jaquette annonce un roman. "Je suis un écrivain" est rien moins qu'un roman. C'est une soupape, une exhalaison nécessaire. Un exercice de style, dira-t-on, entièrement gratuit. Mais quel style, précisément... ! Qui écrit comme lui, aujourd'hui ? C'est le point fixe de Weyergans. En bout de piste, à plein régime : la check-list nécessaire de l'écrivain atteignant sa maturité, avant l'envol.
Gallimard, 194 p., 78 F.

Henry Roth : "L'Or de la terre promise"



Henry Roth a écrit un seul roman. Il parut en 1933 chez un éditeur new-yorkais, qui cette année-là, ne publia que deux livres : celui-ci et un recueil de nouvelles d'un auteur nommé John Steinbeck. Ni l'un ni l'autre ne lui portèrent chance : il fit faillite aussitôt.
Depuis, "L'Or de la terre promise" est devenu un best-seller. C'est un grand livre délirant. Délire dans l'humour, la douleur, le pittoresque et la fantasme. L'histoire est celle de David Schaerl, un petit garçon, juif d'Europe centrale, qui débarque à New-York en 1907. Tout le roman est vu à travers ses yeux. Les nôtres s'emplissent souvent de larmes. On pense à Dickens.
Grasset, 458 p., 130 F.

Annie Cohen-Solal : "Sartre"

Le livre est connu. Il a été publié il y a quatre ans. Mais il est présenté maintenant dans la collection "Folio" qui le rendra encore plus accessible. Le "Sartre" d'Annie Cohen-Solal est le passage obligé pour l'approche et la bonne compréhension de celui que de Gaulle qualifia un jour de "Voltaire du XXe siècle".
Le relire aujourd'hui -Sartre est mort en 1980- permet de répondre aux questions que l'on ne cesse de poser sur sa place actuelle dans le mouvement des idées -intacte et toujours la première- ; sur son actualité -que les événements du moment renforcent encore- et sur la pertinence de ses vues- une œuvre restée comme ouverte, inachevée. Et pourquoi ?



Gallimard, Folio-essais, 962 p., 61 F.

Georges Mink : "La Force ou la raison"



Un livre publié à point nommé. Sous-titre : "Histoire sociale et politique de la Pologne (1980-1989)". Georges Mink est l'un des meilleurs spécialistes français de la Pologne, où il a vécu de nombreuses années. Il propose à la fois l'histoire de la Pologne contemporaine et l'examen des perspectives possibles à partir des événements récents et actuels.
La Pologne mènera-t-elle à bon terme son processus de démocratisation ? L'évolution se fait lentement, de l'intérieur. Car la sortie de Yalta ne se résume pas seulement au passage d'une frontière dans le sens occidental. La sortie de Yalta s'opère d'abord dans les mentalités.
La Découverte, 314 p., 140 F.

Guide de la presse



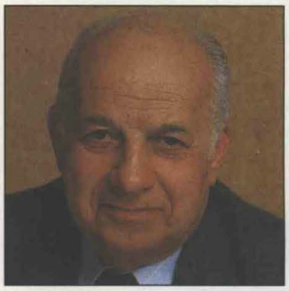
Le "guide de la presse" a deux ans. Précocement, il est déjà en pleine crise de croissance. C'est -on le sait- le banc d'essai des journaux de tous pays, de toute périodicité. L'an dernier, sept cents titres étaient étudiés ; cette année, il y en a mille. Mais c'est la loi du genre : plus le choix s'élargit, plus le lecteur demande qu'il s'élargisse. Seize titres pour l'Italie et cinq pour le Japon, ce n'est plus assez. On se prend à imaginer des éditions futures, organisées par continent, voire par pays. Pour chacun des titres retenus : présentation, coordonnées, historique, description et appréciation. Bien utile.
Office universitaire de presse, 766 p., 135 F. En kiosque.

Jean Rabaut

Il était un homme de qualité, un historien scrupuleux et un militant exigeant. Jean Rabaut, qui vient de mourir, était venu tôt au socialisme. Professeur d'histoire, révoqué par Vichy, il s'était tout naturellement trouvé au sein de la Résistance, dans le groupe du musée de l'Homme, puis à l'organisation de l'Armée secrète.
Homme de radio, Jean Rabaut s'est fait surtout remarquer en tant qu'écrivain. Les titres de ses ouvrages montrent bien quelle était sa démarche : "Jaurès assassiné", "L'Antimilitarisme en France", "Histoire du féminisme français".
Peu d'hommes auront aussi bien incarné le combat socialiste que Jean Rabaut.

BLOC-NOTES

Claude Estier



6 juin
Après un an d'absence, Chirac réapparaît tel qu'en lui-même à la tribune de l'Assemblée nationale pour chausser les bottes de Le Pen sur l'immigration. Il est pourtant prouvé que ce comportement n'aboutit qu'à favoriser le Front national. Je note que la motion de censure contre la loi Joxe est votée par toute la droite, centristes compris, à l'exception de Jean-Marie Daillet et de Bernard Stasi (qui se distinguera encore en ne votant pas contre la loi Jospin). La droite est profondément divisée, mais elle sait toujours faire bloc contre toute réforme qui apporte un peu plus de liberté, d'égalité ou de fraternité.

7 juin
Avec Laurent Fabius, Marcel Debarge, Yvette Roudy, Gérard Collomb, je représente le PS en tête du cortège de 15.000 personnes qui expriment leur solidarité avec les étudiants chinois écrasés par les vieillards de Pékin. Toute la gauche est là, partis, syndicats, organisations diverses, à l'initiative de la Ligue des Droits de l'homme. Rassemblement éphémère, sans doute, mais qui prouve qu'il y a encore quelque chose de commun entre tous ceux qui refusent le totalitarisme.

8 juin
Le grand débat sur TF 1. Un peu sophistiqué, mais cela n'a pas été la cacophonie que l'on pouvait redouter. L'audimat indique que près de huit millions de téléspectateurs l'on suivi de bout en bout. Leur vote le 18 juin en sera-t-il changé ? Ils auront en tout cas appris que des six principales listes, une seule, celle de Laurent Fabius, soutient la politique de progrès social en Europe, que défend François Mitterrand. Les autres se sont plutôt définis contre : Herzog contre le PS, Simone Veil contre Giscard, Waechter contre la croissance et Le Pen contre tout !

11 juin
Là haut sur la montagne... Comme le dit un commentateur, cela ressemblait à Solutré, mais ce n'était pas Solutré. Il ne suffit pas de marcher ensemble sur les sentiers de la Grande-Chartreuse pour remettre l'opposition sur la pente ascendante. Michel Noir était là, mais Philippe Séguin n'était pas venu. Et les visages fermés d'Alain Juppé, de François Léotard ou de Michèle Barzach, montraient mieux que tout commentaire que les "rénovateurs" ont encore beaucoup de chemin à faire avant d'arriver à leurs fins. La meilleure nouvelle de ce dimanche : les élections provinciales en Nouvelle-Calédonie ont donné une écrasante majorité aux partisans des accords de Matignon, RPCR et FLNKS, contre tous les extrémistes. Au-delà de la mort tragique de Jean-Marie Tjibaou et de Yéweiné Yéweiné, c'est le triomphe de la méthode Rocard sur la méthode Pons.

12 juin
Mikhaïl Gorbatchev à Bonn, où il est l'homme d'Etat le plus populaire. Et, en l'espace d'une semaine, le général Jaruzelski à Londres et François Mitterrand à Varsovie. Et, encore, des parlementaires soviétiques, polonais, hongrois et yougoslaves "invités spéciaux" à l'Assemblée du Conseil de l'Europe. Avec toutes ces lignes ouvertes pour le dialogue Est-Ouest, qui peut nier que l'Europe -pas seulement celle des Douze- est en mouvement ?

Copyright Droits réservés

L'INVITE



Claude Cheysson

ancien commissaire européen
candidat sur la liste PS

Comme d'habitude, trois questions lui sont posées

Cette semaine

1)"Quand on ouvre la fenêtre, les insectes rentrent", déclarait il y a peu Deng Xiao Ping. A partir de cet aphorisme, rédigez la page du journal que vous tenez à l'usage de vos enfants.

2) Dans une petite commune du nord de la France, un arbre de la Liberté, planté il y a près de 40 ans, n'a pas repris. Au contraire, son tuteur est devenu un robuste saule. Cette anecdote pourrait être une parabole ...

3) Sur les quatre premiers candidats de la liste de V.Giscard d'Estaing, on sait que trois ne siégeront vraisemblablement pas à Strasbourg. On peu s'interroger sur la manière dont une partie du monde politique apprécie l'importance du scrutin : élection de deuxième ordre, élection de rattrapage, rampe de lancement, préretraite etc...

Vous rédigez un papier d'humeur.

Claude Cheysson a choisi de répondre à la première et à la troisième question

1- " Quand on ouvre la fenêtre, les insectes rentrent". Ils reviennent aussitôt, même ceux dont on croyait s'être débarrassés à jamais en employant des insecticides puissants.
Oui, la vie est plus forte que tout ce que l'on peut faire pour la domestiquer, la supprimer. Tuez en mille, tuez en un million ; ils reviennent, ces insectes. Ils reviennent, ces hommes, dès que la moindre chance leur est offerte. Ils reprennent leur vol, libres comme avant, comme leurs parents, leurs ancêtres. Et plus l'épreuve a été longue, plus le vol est d'abord désordonné, joyeux, plus l'exigence de liberté est forte.
Voyez votre propre pays, monsieur Deng. Vous aviez cru pouvoir entrebailler la fenêtre de la liberté. Et maintenant, cette fenêtre, vous tentez de la refermer. Mais les jeunes insectes sont entrés, gais, libres ; ils ont dansé et manifesté joyeusement. Vous allez essayer de les intoxiquer, de les capturer. Vous en tuerez peut-être beaucoup. Mais ils reviendront et, un jour, seront libres. Qui peut en douter ?
L'homme est et restera l'insecte mortel pour les dictateurs et le totalitarisme.
3- L'élection du 18 juin n'est pour certains que l'occasion de s'offrir en spectacle : un petit tour à la télé, quelques exhibitions publiques et on cherchera une autre scène où se montrer.
Ainsi, on a l'audace de proposer à l'électeur d'être son " représentant" dans un Parlement élu pour 5 ans et, aussitôt le mandat obtenu, on le passera à un autre. Quel mépris pour le citoyen ! Cela démontrerait-il le peu d'estime que ces candidats d'un soir ont pour le Parlement européen, leur conviction que cette assemblée n'a aucun rôle à jouer dans la défense des citoyens et des nations ?
Serait-ce à dire que les hommes, les peuples, dont les candidats sollicitent les suffrages, n'ont pas de place dans le grand marché ? Et qu'alors il est bon de leur fermer la fenêtre du Parlement européen ? Nous voici ramenés à monsieur Deng. Dans une Europe livrée aux seules forces de ce grand marché, que se passera-t-il si les hommes, les insectes, ne participent pas à la décision ? Que deviendront les travailleurs soumis au bon vouloir d'entreprises de dimension européenne incontrôlée ? Quel sera le sort des travailleurs de la terre après le gel, probablement nécessaire, de certaines d'entre elles ? Et les Français, si attachés à leur langue, à leur mode d'éducation, à leur culture pourront-ils les préserver si rien, au plan communautaire, ne permet de contrôler la tendance naturelle à harmoniser, uniformiser, fusionner, banaliser, massifier les productions et les consommations ? Si l'accès aux bénéfices du grand marché est réservé aux grands marchands, que deviendront les plus faibles des hommes, les insectes ? La désinvolture des candidats de passage marque bien leur conviction que l'élection du 18 juin n'est pas destinée à désigner les représentants du peuple. Elle n'est que l'occasion d'un spectacle pour les foules, essaims d'insectes interdits d'accès aux lieux de la décision et de la gestion de ce fameux grand marché.

Rubrique animée par Françoise Lorrain

Vendredi

Bulletin d'abonnement
à renvoyer à
Vendredi - 10, rue de Solferino - 75007 Paris

Nom .....Prénom .....
Adresse : N°.....Bat/Esc :.....
Rue : .....
Commune.....
Code Postal |_|_|_|_|_|_| Bureau distributeur.....

Ci-joint paiement par : ❑ Chèque bancaire (à l'ordre de Vendredi) ❑ Mandat poste (à l'ordre de Vendredi)
❑ CCP n°15-221-55 X ❑ Carte de crédit..... n° |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_|

|___| abonnements à 200F =..... |___| abonnements de souetien à 500F =..... Soit au total :.....F

Saint-Herblain au futur et au quotidien



La zone Atlantis ▲

Premier adjoint pendant douze ans, Charles Gautier, le nouveau maire de Saint-Herblain, parle de sa ville et de ses habitants, du futur et du quotidien.



Quand j'accueille des visiteurs à Saint-Herblain, je donne rendez-vous sur la terrasse du Sillon-de-Bretagne, un immeuble de 27 étages. De là, par beau temps, on aperçoit le pont de Saint-Nazaire. Adossé à Nantes, Saint-Herblain s'ouvre ainsi vers le large.
On découvre aussi la commune, éclatée en trois quartiers de hauts immeubles et de maisons, où vivent 45.000 habitants venus d'ailleurs pour la plupart. Je montre la géographie de Saint-Herblain, son urbanisme des années 60, sa vaste zone industrielle aux enseignes connues au-delà de nos frontières et la zone Atlantis, au centre de la commune. Des grandes surfaces, un magasin d'usine, de nombreuses entreprises du secteur tertiaire, un espace culturel dessiné par Jean Nouvel, animent Atlantis, carrefour des plus grandes routes de l'agglomération, actuelles ou futures, comme cette voie qui, d'estuaire en estuaire, parcourt le France et demain franchira la Loire. Mais il ne faut pas regarder une ville avec hauteur. Il faut redescendre. Le futur que prépare Saint-Herblain, avec audace, ne nous éloigne pas de la vie quotidienne.
Le bonheur d'être maire, c'est cela. Après avoir discuté de la construction et de la location d'un vaste atelier de 6.000 m2, je réponds aux questions sur l'emploi que me posent des jeunes pour le premier numéro de leur journal.
Après avoir présidé la commission voirie du syndicat intercommunal et parlé de l'important dossier du pont de Cheviré, je remets la médaille de la Famille française à une grand-mère. Elle parle avec humour de ses petits enfants.
Aller dans un ministère parler de l'Europe et écouter, chez moi, les camarades de mon fils réclamer un terrain de football engazonné, c'est ainsi que j'aime ma ville.

Charles Gautier

POUR VOUS, IL TESTE L'AVENIR



Avant d'être utilisés, techniques et matériels sont longuement testés dans les laboratoires d'Electricité de France. Grâce aux équipes de chercheurs qui y travaillent, de nouvelles applications de l'électricité sont mises au point. A l'écoute des utilisateurs et de leurs besoins, les chercheurs améliorent la qualité et la sécurité des procédés électriques.

EDF
Electricité de France

Sodel conseil

Collection Jean-Jaurès